

Lutter contre les frontières...



À l'heure où la guerre qui s'intensifie en Syrie, au Moyen-Orient et au-delà génère son lot de massacres tout en leur fournissant un terrain d'entraînement supplémentaire, les Etats de l'Union Européenne tentent d'améliorer leur coordination en ce qui concerne la gestion de « flux migratoires » pour partie liés à l'ensemble de leurs « interventions extérieures »[*].

Tout en accueillant « à bras ouverts » quelques « réfugié-es » et « demandeurs d'asile » élu-es selon des critères drastiques (et changeant selon leurs intérêts) ou directement sélectionné-es selon leurs besoins de main d'œuvre, ils annoncent un « durcissement des conditions d'entrée » : c'est-à-dire le blindage toujours renforcé des frontières tant extérieures qu'intérieures (militarisation des territoires, des villes et des transports) et une augmentation des expulsions.

En termes simples les Etats de l'UE continuent leur tri infâme : « l'accueil » aux prix de l'acceptation des conditions de contrôle et d'exploitation pour une petite minorité de personnes, la mort aux frontières et/ou l'expulsion pour les autres, avec entre temps le passage par la case centre de rétention. Ils sont en cela largement aidés/et couverts par une cohorte d'humanitaires.

Mais cette « Europe forteresse », si elle peut correspondre à un rêve du pouvoir, n'en a pas moins subi différents assauts et offensives ces dernières années, plus ou moins collectifs, plus ou moins médiatisés.

Qu'on se souvienne de l'incendie du centre de rétention de Vincennes en 2008 et d'autres mutineries et évasions dans plusieurs prisons pour étrangers la même année et les suivantes, des nombreuses tentatives de saboter concrètement la machine à expulser ; qu'on pense aux multiples passages en force des frontières à Ceuta et Melilla, à Calais et aux frontières entre la Hongrie, la Serbie et la Croatie, ou encore aux mouvements de lutte auto-organisée des migrant-es tunisien-nes au printemps 2011... Tant d'exemples qui eux aussi ont leur continuité, et qui sous leurs divers aspects portent des désirs de liberté que ni flics ni barbelés ne parviennent à étouffer.

À l'opposé des logiques politiciennes, humanitaires et répressives du pouvoir : tri, comptabilité macabre et gestion des populations, nous souhaitons aujourd'hui comme hier imaginer et nourrir des chemins de révoltes et d'émancipation, qu'il ne tient qu'à chacun-e d'alimenter sans médiation d'aucune sorte.

Nous voudrions donc prendre le temps de réfléchir à ce que pourraient être les contours de dynamiques de luttes qui, dépassant le soutien bien réel apporté aux migrant-es ou la remise en question des «critères de régularisation» au cas par cas, puissent saper les rouages permettant aux frontières d'exister : des institutions, partis politiques, et associations... aux entreprises qui contribuent directement à l'enfermement et à l'expulsion de celles et ceux jugées indésirables dans ce monde de domination et d'exploitation.

[*]qu'elles soient officiellement motivées par des raisons politiques ou « simplement » liées à leur volonté de dominer certaines régions stratégiques et de contrôler leur potentiel économique.

**Discussion le Vendredi 6 Novembre à 18h
au Kiosque, 38 rue Clovis Hugues (la belle de Mai)**

Lutter contre les frontières...



À l'heure où la guerre qui s'intensifie en Syrie, au Moyen-Orient et au-delà génère son lot de massacres tout en leur fournissant un terrain d'entraînement supplémentaire, les Etats de l'Union Européenne tentent d'améliorer leur coordination en ce qui concerne la gestion de « flux migratoires » pour partie liés à l'ensemble de leurs « interventions extérieures »[*].

Tout en accueillant « à bras ouverts » quelques « réfugié-es » et « demandeurs d'asile » élu-es selon des critères drastiques (et changeant selon leurs intérêts) ou directement sélectionné-es selon leurs besoins de main d'œuvre, ils annoncent un « durcissement des conditions d'entrée » : c'est-à-dire le blindage toujours renforcé des frontières tant extérieures qu'intérieures (militarisation des territoires, des villes et des transports) et une augmentation des expulsions.

En termes simples les Etats de l'UE continuent leur tri infâme : « l'accueil » aux prix de l'acceptation des conditions de contrôle et d'exploitation pour une petite minorité de personnes, la mort aux frontières et/ou l'expulsion pour les autres, avec entre temps le passage par la case centre de rétention. Ils sont en cela largement aidés/et couverts par une cohorte d'humanitaires.

Mais cette « Europe forteresse », si elle peut correspondre à un rêve du pouvoir, n'en a pas moins subi différents assauts et offensives ces dernières années, plus ou moins collectifs, plus ou moins médiatisés.

Qu'on se souvienne de l'incendie du centre de rétention de Vincennes en 2008 et d'autres mutineries et évasions dans plusieurs prisons pour étrangers la même année et les suivantes, des nombreuses tentatives de saboter concrètement la machine à expulser ; qu'on pense aux multiples passages en force des frontières à Ceuta et Melilla, à Calais et aux frontières entre la Hongrie, la Serbie et la Croatie, ou encore aux mouvements de lutte auto-organisée des migrant-es tunisien-nes au printemps 2011... Tant d'exemples qui eux aussi ont leur continuité, et qui sous leurs divers aspects portent des désirs de liberté que ni flics ni barbelés ne parviennent à étouffer.

À l'opposé des logiques politiciennes, humanitaires et répressives du pouvoir : tri, comptabilité macabre et gestion des populations, nous souhaitons aujourd'hui comme hier imaginer et nourrir des chemins de révoltes et d'émancipation, qu'il ne tient qu'à chacun-e d'alimenter sans médiation d'aucune sorte.

Nous voudrions donc prendre le temps de réfléchir à ce que pourraient être les contours de dynamiques de luttes qui, dépassant le soutien bien réel apporté aux migrant-es ou la remise en question des «critères de régularisation» au cas par cas, puissent saper les rouages permettant aux frontières d'exister : des institutions, partis politiques, et associations... aux entreprises qui contribuent directement à l'enfermement et à l'expulsion de celles et ceux jugées indésirables dans ce monde de domination et d'exploitation.

[*]qu'elles soient officiellement motivées par des raisons politiques ou « simplement » liées à leur volonté de dominer certaines régions stratégiques et de contrôler leur potentiel économique.

**Discussion le Vendredi 6 Novembre à 18h
au Kiosque, 38 rue Clovis Hugues (la belle de Mai)**